17 mars 1994

Conférence de presse - Discours inaugural

[M. Parizeau:] Je voudrais vous remercier d'être ici après le discours inaugural. Et voici pourquoi je le fais. Et ça, il est important, je pense, qu'on le sache dans le public. En faisant un discours inaugural un jeudi après-midi, on s'assure, en vertu des règles parlementaires, que l'Opposition ne pourra pas réagir avant le mardi suivant en Chambre. Et, dans ces conditions, je ne peux, dans les heures et les quelques jours qui suivent le discours inaugural, que faire appel à vous. Alors, je vous remercie d'être là. La Chambre ne m'offre pas la possibilité de présenter mon point de vue en temps utile. Nous avons assisté cet après-midi à un exercice cynique, électoraliste et, ce qui est un peu plus surprenant, incompetent. Je vais essayer de l'exprimer de la façon suivante. Le premier ministre se cherche, ces jours-ci, des expressions ou des images qu'il pense être populaires. Par exemple, les emplois. Je vais commencer par ça. Je parlerai ensuite des soins de santé, puis je dirai quelques mots du constitutionnel.

Et, bien sur, les gens sont inquiets. Beaucoup de gens cherchent un emploi. Il y a 840000 adultes au Québec qui sont ou bien sur l'assurance-chômage ou sur l'aide sociale. Donc, il faut parler d'emplois. Bon, encore faut-il qu'il ait la manière. M. Johnson a présidé d'abord à un exercice où il s'est trompé du simple au double dans les emplois qu'il avait l'intention, disait-il, de créer dans les années qui viennent. Ça a commencé par se présenter par 200000; ensuite, c'est venu 400000; ensuite, ça n'avait pas d'importance; ensuite, on revient. Je comprends que son ministre de l'Industrie et du Commerce cherchait à établir les 400000 il y a quelques minutes en «scrum» avec vous. Bon. Enfin. Soit ! Ça démontrait tout le sérieux qu'on avait apporté à l'opération emplois. Plus que ça, on a commencé à recourir, pour illustrer l'emploi que l'on avait créé, à ce qui était franchement de la supercherie. Le premier ministre est revenu d'ailleurs sur cette supercherie dans son message inaugural. L'annonce de SM 3, comme travaux d'Hydro-Québec, comme démarrage des travaux en 1994 et puis, la ligne de transmission entre Lévis et Windsor, entre Saint-Jean-Chrysostome et Windsor, ces travaux, on le sait maintenant depuis quelques jours, après qu'ils aient été annoncés par le premier ministre, on sait que ces travaux étaient dans la programmation d'Hydro-Québec pour 1994.

Et donc, si on se pose la question: est-ce qu'Hydro-Québec va créer plus d'emplois en 1994 qu'en 1993 ou moins? la réponse devient claire: Hydro-Québec va en créer moins en 1994. Hydro-Québec a investi à peu près 4500000000 \$ en 1993, 4400000000 \$ et annonce 3900000000 \$ pour 1994, 500000000 \$ de moins. Ça fait à peu près 3000 emplois pour ce genre de travaux-là. Il y aura donc à peu près 3000 emplois créés par Hydro de moins en 1994 qu'en 1993.

Alors là, commencer à annoncer dans le 3900000000 \$ toutes espèces de choses, c'est de la supercherie, parce qu'en fait, le volume de travail à Hydro, cette année, est inférieur à celui de l'année dernière.

Bon ! Aujourd'hui, on recommence. Je vous cite ça au texte parce que je souhaiterais vivement que la copie non révisée des galées – on a l'enregistrement aussi, d'ailleurs, soit dit en passant – du discours inaugural ne soit pas modifiée. Voici ce que dit le premier ministre: «Heureusement, les intentions d'investissement du secteur privé, à près de 20 % d'augmentation par rapport à l'année précédente sont, encore là, un signe d'espoir et de confiance.» Un instant ! Les intentions d'investissement, qui est fait dans toutes les provinces canadiennes par Statistique Canada, qui ont

été publiées il y a trois semaines, c'est assez récent, révèlent, c'est que les investissements privés au Québec vont augmenter, en 1994, de 2,6 %. Pas 20 %, mais 2,5 %.

Savez-vous quelle différence ça fait, ça? Ça fait une différence de 3000000000 \$. Excusez du peu, 3000000000 \$. S'il disait que ça augmenterait de 20 %, ça serait 3000000000 \$ de plus que ce que vaut 2,6 %. 3000000000 \$ d'erreur du premier ministre, c'est deux fois le programme total d'infrastructures fédérales, provinciales, municipales, au Québec, pour trois ans. Vous vous souvenez? C'est 1600000000 \$, ce programme d'infrastructures municipales.

L'erreur du premier ministre, c'est deux fois ça, c'est-à-dire qu'il s'est trompé d'à peu près l'équivalent en emplois-année, c'est quelque part là, dépendant un peu de la nature des travaux, entre 35000 et 40000 jobs dont il s'est trompé en faisant son erreur. Ça n'a pas de sens. Il faut quand même avoir un peu le respect des gens. C'est très joli de vouloir se faire réélire mais, enfin, quand même ! Quand même !

Les soins de santé. Là aussi, on sait bien que les gens sont assez inquiets par les services de santé, par leur avenir, par la général, mais M. Johnson en particulier, a tout fait, pendant des mois, pour énerver les Québécois quant à l'avenir de leurs services de santé. En collaboration étroite avec le ministre de la Santé de l'époque, on a tout fait, d'abord dans ce document «Vivre selon ses moyens», pour convaincre les Québécois que leurs services de santé coûtaient trop cher et qu'il faudrait faire quelque chose, qu'il faudrait désassurer certains services, qu'on serait obligés de recourir à des tickets modérateurs ou à des coûts à l'utilisateur, et que si on ne faisait pas quelque chose de radical, l'importance des services, du coût des services de santé dans le budget serait qu'il faudrait éliminer d'autres services à la population.

On a fait très peur au gens, tellement peur qu'à un moment donné le ministre de la Santé de l'époque en a rajouté pas mal fort en suggérant même de désassurer les services de fibrose kystique en soins externes ou de mettre des tickets modérateurs sur la chimiothérapie.

On s'en souvient. C'est allé jusque-là. Ils ont été même tentés par l'horrible dans cette espèce de psychodrame qu'ils avaient monté.

Et maintenant, on se dit: Puisque les élections s'en viennent – vous l'avez encore entendu aujourd'hui – puisque les élections s'en viennent, bien, tout va très bien. Le congrès libéral, en fin de semaine, cherchait même à imposer au gouvernement l'établissement d'un ticket orienteur. Manifestement, les libéraux de la base avaient cru M. Johnson, président du Conseil du trésor. Ils avaient cru M. Côté, ministre de la Santé, et ils revenaient avec leur ticket orienteur.

Mais là, le gouvernement, qui s'en va en élections, d'abord hésite, en fin de semaine, à adopter, à se ranger à l'avis de sa base, et là, le premier ministre, aujourd'hui, envoie paître son congrès, en disant: Il n'y en aura pas. Mais non ! On s'en va en élections. Il n'y a pas de problème dans le financement des services.

Troisième chose, le fédéral-provincial. L'histoire de M. Johnson, dans ce domaine, commence par – au moment de son élection par acclamation comme premier ministre et comme chef du Parti libéral – I am – il le dit en anglais, donc, je le répète en anglais – a Canadian, first and foremost. Bon, c'était clair.

Ensuite, et un petit peu plus tard à Montréal, à l'occasion de cette rencontre avec le journal *The Economist*, il dit... Ça, ça n'a pas été très cité et, là encore, c'est en anglais, mais je le tire du journal *The Globe and Mail* qui l'avait reproduit intégralement ce jour-là. Et c'est M. Johnson qui parle: [«By having more powers] – en ayant plus de pouvoirs – [we would have less financial resources] – nous aurions moins de ressources financières – [This is the nature of federalism as we practice it.]» C'est la nature du fédéralisme, tel que nous le pratiquons.

Évidemment, ça, ça va très loin. Ça va très loin, puis ça explique un certain nombre de choses qui se sont passées, par exemple, la semaine dernière.

C'est une attitude, ça. Saint-Jean. Le gouvernement fédéral, dans son discours sur le budget, en annonce la fermeture. M. Johnson, M. Bourbeau ne trouvent pas ça particulièrement dommageable pour eux. Au moment où ça sort, ils font des bruits à cet effet. L'opinion publique s'enflamme. M. Johnson, alors, demande qu'on maintienne une partie, au moins, de la vocation militaire puis qu'on ajoute autre chose. Le gouvernement fédéral refuse tout ça, annonce qu'effectivement il y aura 1000 emplois directs de moins dans Saint-Jean, qu'on ferme ces services là-bas. Et il va avoir quoi? 800 ou 900 personnes aussi qui vont perdre leur emploi. C'est-à-dire que le soir du discours sur le budget, le gouvernement fédéral fermait les emplois, mais il gardait les bâtisses ouvertes. Il devait assurer le chauffage, payer les taxes. Et là, tout à coup, il dit: Mais j'ai oublié. Je ne paierai plus le chauffage. Je ne vais plus payer les taxes. Je vais refile ça au gouvernement de Québec qui est tellement bon garçon qu'il va dire oui. Nous apprenons que Québec n'est pas très porté sur la chose. Mais, enfin, il n'a pas envoyé paître le gouvernement fédéral encore. Et le gouvernement de Québec ne s'est pas encore rendu compte que 1000 emplois fédéraux qui vont cesser de payer des impôts au Québec, ils vont les payer ailleurs: grosse perte d'argent, ça, c'est une grosse perte d'argent.

Enfin, jeudi, il s'est passé quelque chose en Chambre ici de remarquablement significatif toujours dans le sens des deux phrases en anglais que je vous ai citées. Des bruits existent à la suite d'une déclaration de M. Axworthy que le gouvernement fédéral pourrait toucher aux pensions de vieillesse. Vous vous en souvenez? La période de questions à Québec est antérieure d'une heure à peu près à celle qui va se produire à Ottawa. Je demande à M. Johnson s'il est prêt à demander à M. Chrétien de ne pas toucher aux pensions de vieillesse. Manifestement, M. Johnson ne veut pas gêner M. Chrétien et vous vous souviendrez comment il fait des huit sur la glace. Il refuse de répondre. Il n'a pas clairement reçu, il ne sait pas ce que M. Chrétien est en train de dire à la Chambre des communes. M. Bouchard, à la Chambre des communes demande à M. Chrétien de ne pas toucher aux pensions de vieillesse et M. Chrétien, écoutez, qui est un politicien comme bien d'autres, sait bien qu'à l'heure actuelle les ondes radiophoniques bourdonnent à Montréal de gens qui protestent contre ça. Il ne prend pas de risque et il répond à M. Bouchard: Je ne toucherai pas aux pensions de vieillesse et M. Johnson reste, si vous me passez l'expression, un peu les doigts dans le nez. Il n'avait pas eu le courage. Il pensait que, peut-être, M. Chrétien avec lequel il a toutes ces ententes, toutes ces acceptations ferait des modifications aux pensions de vieillesse.

La glissade était en train de s'accroître et M. Axworthy avait donné un préavis, a donné un préavis qu'il reprend le contrôle de toute une série d'opérations reliées à la sécurité du revenu dans les provinces. Il n'y a pas eu de manifestation ici à Québec du gouvernement contre ça.

M. Anderson, le ministre du Revenu, a dit qu'il prépare un programme pour une taxe de vente unique. On va sortir le Québec de la taxe de vente. Il n'y a pas eu de protestations. Mais là trop, c'est trop. Hé, il est évident, là, que l'à-plat-ventrisme poussé comme ça devant Ottawa, ce n'est pas rentable

électoralement ! Il fallait bien qu'un jour M. Johnson se rende compte qu'en particulier chez les francophones québécois trop, c'est trop.

Alors, nous avons assisté cet après-midi à un autre virage. Le premier ministre n'a jamais signé la Constitution de 1982. Je comprends bien qu'il n'avait pas besoin de la signer, il était dans l'opposition à ce moment-là. Il a voté contre la Constitution de 1982. Oui. Il a voté pour une résolution du Parti québécois qui était au pouvoir à ce moment-là. Certains de ses collègues, d'ailleurs, qui sont encore en Chambre, eux, ont refusé de s'associer à ça. Je regardais attentivement M. Ciaccia, moi, pendant que M. Johnson disait ça aujourd'hui.

Et alors, on va voir ce qu'on va voir. Sans doute il faut s'occuper de l'emploi maintenant, mais à un moment donné on reviendra sur le gouvernement fédéral et puis on tassera le gouvernement fédéral et puis jamais on ne lâchera certaines choses. Cynique ! Tout ça a été, cet après-midi, un exercice cynique, électoraliste, indiscutablement.

Et quant à l'incompétence, ça, je suis forcé de dire à M. Johnson que, vraiment, il ne pourrait pas changer un peu les gens qui sont autour de lui et qui font les calculs pour lui ! Ça n'a pas de bon sens, se tromper aussi souvent en quelques jours. C'est trop ! C'est trop ! Et, en particulier, faire une erreur de 3000000000 \$ sur les investissements.

Écoutez, moi, je sais bien comment on a pu suer sang et eau en 1982, en 1983, en 1984, pour augmenter les investissements de 3000000000 \$. C'est de l'argent, ça, des investissements de 3000000000 \$. On ne peut pas se tromper sur un montant pareil. Ça n'a pas de bon sens ! Qu'il change un peu le personnel autour de lui, je ne sais pas, qu'il change le «pitonneux» ! Et puis, surtout, qu'il se rende compte de ce que c'est que 1000000000 \$. Il n'a pas l'air de se rendre compte de ça du tout, des conséquences de ça, lui.

Alors, voilà ce que je voulais dire comme réaction à l'exercice de cet après-midi. [M. David (Michel): M. Parizeau, est-ce que le discours inaugural d'aujourd'hui vous apprend quoi que ce soit sur le calendrier électoral du gouvernement?]

[M. Parizeau:] Non. Non, parce que je pense qu'il fait lui-même partie de l'exercice, comment dire, du calendrier électoral. C'est en fonction de ce qui va apparaître à la télévision ce soir, dans les journaux demain matin, que ça va être un autre élément qui va amener le premier ministre à décider si c'est, je ne sais pas, avant la Saint-Jean-Baptiste ou bien si c'est au début de l'automne. J'ai l'impression que l'exercice lui-même et ses répercussions dans les heures ou les deux, trois jours qui viennent, font partie de la décision.

[M. Thivierge (Jean): M. Parizeau, quand on rencontre M. Tremblay tout à l'heure, on essayait de tirer au clair cette bataille de chiffres autour de la création d'emplois que les libéraux promettent. M. Tremblay nous a dit, en définitive – je voudrais avoir votre avis, vous avez dû «pitonner» un peu, vous? Mais, M. Tremblay nous dit qu'en définitive, si on regarde les chiffres du ministère des Finances sans intervention particulière de l'État, la croissance économique devrait nous amener en cinq ans 310000 emplois. C'est la lecture que vous pouvez faire?]

[M. Parizeau:] Je ne fais pas de, je n'avais pas de lecture comme ça.

[M. Thivierge (Jean): ...les chiffres du ministère des Finances.]

[M. Parizeau:] Non, mais ça, vous comprenez, l'appréciation de la façon dont l'économie américaine va aller dans trois ans, quatre ans d'ici, j'ai beaucoup d'admiration pour ceux qui savent ça. J'ai beaucoup d'admiration. J'ai beaucoup d'admiration pour ceux qui disent, entre autres le gros client l'Ontario, je sais dans trois, quatre ans, comment ça va aller. Moi je sais.

Écoutez, j'ai pratiqué ce métier-là pendant 35 ans et on y va avec une certaine humilité quand on commence à faire des projections trois, quatre ans plus tard. Alors, quand un ministre dit: Moi je sais ce qui va se produire dans trois, quatre ans et ça va se produire tout seul sans qu'on y touche, je dis: Grand bien vous fasse, monsieur. C'est beau ça. Ce n'est pas à ça que j'en suis. J'en suis à ce qu'ils disent qu'ils vont faire. J'en suis à ce qu'ils disent qui se passe. Mettez les choses au mieux. Dire qu'on lance deux projets d'investissement d'Hydro, alors qu'ils sont déjà dans la programmation d'Hydro de cette année, et ne pas dire qu'en fait Hydro va embaucher moins de monde cette année que l'année dernière, écoutez, au mieux c'est de l'incompétence. Au pire, c'est de la dissimulation. Se dire, nous allons monter une politique économique pour le Québec de façon à agencer tous les efforts du gouvernement, etc., vous avez entendu le couplet, et s'appuyer pour commencer sur une erreur de 3000000000 \$ en un an pour les investissements du secteur privé, c'est quelque chose. Ces gens-là brassent des chiffres, en partie pour des raisons de supercherie et en partie pour des raisons, comme je vous dis, enfin, j'espère que c'est juste de l'incompétence. Il n'y a pas de bataille de chiffres.

Les choses, comment dire, dont on vous parle ici, qu'est-ce que vous voulez, l'augmentation des investissements au Québec, des investissements privés que c'est à 2,6 % plutôt que 20 %, écoutez, il y a un document fédéral qui vient de sortir il y a trois semaines. Ce n'est pas difficile de regarder ça. On parle d'observations, on ne parle pas de calculs, c'est clair, c'est comme ça. C'est comme ça, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise.

[M. Thivierge (Jean): Le secteur privé, 2,5 %.]

[M. Parizeau:] 2,6 %.

[M. Thivierge (Jean): 2,6 %, l'année financière 1994.]

[M. Parizeau:] C'est ça.

[M. Thivierge (Jean): 2,6 %.]

[M. Parizeau:] C'est ça. Écoutez, je veux dire, si on veut avoir, comment dire, l'expression visuelle du document, je suis certain que M. Lauzon, de mon bureau, qui est juste derrière vous, se fera un plaisir de vous montrer le document et le chiffre. Il n'y a pas de discussion sur les chiffres, là, c'est... On est capable, même, je ne sais pas, moi, de faire une image agrandie, si on veut, du document.

[M. Pépin (André): ... Sainte-Marguerite, depuis la ligne Des Cantons, là, ce qu'il est convenu d'appeler la ligne Des Cantons, ce qu'il dit, c'est qu'il a donné le feu vert à ça. Est-ce que le gouvernement aurait pu le retarder?]

[M. Parizeau:] Oui, il a essayé de le retarder. C'était réglé depuis juillet au BAPE, toutes les audiences publiques avaient été faites, tout était prêt, toutes les autorisations étaient données, c'était prêt

depuis le mois de juillet. Et là, je ne sais pas, est-ce qu'il y a quelqu'un qui s'est endormi, comment dit-on, excusez-moi l'expression vulgaire, sur la «switch», là, parce que tout n'arrive pas nécessairement à une vitesse folle sur la table d'un premier ministre? Est-ce que quelqu'un s'est endormi en chemin? Je pas.

Enfin, quoi qu'il en soit, août se passe, et septembre se passe, et septembre se passe, et les gens d'Hydro commencent à s'énerver, et ils demandent au gouvernement d'aboutir avec ça, parce que c'est dans leur programme de travaux de 1994. Et là, finalement, quelqu'un s'est réveillé, en février, et ce qu'ils ont décidé c'est de dire à Hydro-Québec, qui leur demandait depuis six ou sept mois: Mais voulez-vous peser sur le bouton ! On a dit: Oui, oui, on pèse sur le bouton. C'est leur programmation de 1994.

[M. Thivierge (Jean): Mais, M. Parizeau, on évoquait continuellement, quand il s'agissait, on parle de SM 3, là?]

[M. Parizeau:] Non, non, on parlait de la ligne de transmission.

[M. Thivierge (Jean): Non, mais dans le cas de SM 3, vous dites que c'était dans la programmation d'Hydro-Québec. Effectivement, c'était dans la programmation d'Hydro-Québec, mais on avait toujours l'air de nous dire: On attend les autorisations du fédéral, on attend les autorisations du fédéral. Et quand on regardait du côté fédéral, eux autres n'avaient pas l'air de savoir trop, trop de quoi il était question. Tout était centralisé au bureau du ministre des Transports.]

[M. Parizeau:] On n'est pas plus, écoutez, on n'est pas plus avancé aujourd'hui. Tout ce qui a été déterminé, là, c'est que la route, ça va prendre deux ans à construire la route, alors les travaux sur la route peuvent commencer maintenant, ce qui était dans la programmation d'Hydro, et ce qui ne préjuge en rien de savoir si les deux affluents de la Moisie vont être déversés dans la Sainte-Marguerite ou pas.

Alors, aucune décision vraiment fondamentale n'est prise quant à la consistance du projet, mais il y a deux ans, pour construire une route. Alors, ils vont couper de la branche, et ils vont commencer la route en 1994, comme Hydro prévoyait le faire. Et ça ne préjuge rien de la suite des événements.

[M. Authier (Philip): Juste une question, M. Parizeau. The speech... Some people described it as rather vague on a lot of specifics on what he is going to do. Do you think the speech will win him another election?]

M. Parizeau: I do not think it will. I am sure that a lot of people, if not most people, will see through that. It is a cynical exercise, with some traces of rather serious incompetence. The cynicism, I suppose, everyone will see it. It is, I think, however, the responsibility of some of us to underline the incompetence. This major error of thinking, when you want to be responsible for the economic policy of Québec, and you start on the assumption that this year, private investments in Québec will rise by 20 %, while, in fact, the Statistics Canada survey that came out three weeks ago shows that it will be 2.6 % increase. That is a difference of 3000000000 \$. Obviously, he has not the foggiest idea that it represents 3000000000 \$. He has no idea what it means in terms of job creation that 3000000000 \$ of investment. Look, 3000000000 twice the size of the total program of municipal infrastructures, federal, provincial, municipal, in Québec for the next three years. As far as he is concerned, that sort of order of magnitude comes into the margin of error. Heavens ! In that sense, you see, there is a

cynical exercise on the one hand, and, I think, an exercise, on the other hand, that undermines his credibility, quite strongly. une voix: ça va?]

[M. Parizeau:] Ça va. Merci.